



Les conséquences des attaques contre nos services publics se traduisent par un exemple visible de tous en ce moment à l'hôpital. Les mesures sanitaires prises par ce gouvernement ont pour objectif de réguler les entrées à l'hôpital alors que celui-ci a connu un nombre de lits et de soignants en forte diminution depuis des années. Dans le même temps, cette politique d'austérité est la même pour les autres versants de la fonction publique, l'état avec l'éducation, les finances, la DIRRECTE mais aussi dans la fonction publique territoriale avec les fusions de communes et de départements sans aucune démocratie impliquant des réductions de personnel et une détérioration des conditions de travail.

Agent-e-s et Usager-e-s mobilisons-nous pour :

L'emploi, le renforcement des missions publiques, la titularisation des précaires et des AESH, les salaires et les oublié-e-s du Ségur du public et du privé !

Le 8 avril nous serons mobilisé-e-s pour :

- »» L'abrogation de la loi portant transformation de la fonction publique
- »» La défense et le renforcement du statut général des fonctionnaires
- »» L'arrêt des suppressions d'emplois et la titularisation des précaires. Le dégel immédiat de la valeur du point d'indice, la revalorisation significative des salaires et des pensions de retraites.
- »» L'octroi dans les projets de lois de finances et de financement de la Sécurité sociale 2022 des moyens budgétaires nécessaires à l'accomplissement effectif de toutes les missions dévolues aux trois versants constitutifs de la fonction publique et à la mise en œuvre de services publics de pleine compétence et de proximité implantés sur l'ensemble du territoire y compris en Outre-mer.
- »» L'égalité dans la fonction publique et la fonction publique comme outil de l'égalité au sein de la société.
- »» Pour que l'ensemble des personnel du public ou du privé des secteurs de la santé, du médico-social, des Services à domicile, les organismes sociaux ne soit laissé de côté pour le « SEGUR » de la santé.

JEUDI 8 AVRIL A CHAMBERY
GREVES RASSEMBLEMENT ET MANIFESTATION
14H30 DEVANT LA PREFECTURE

USAGER-E-S ET AGENT-E-S PUBLICS DANS L'ACTION
ENSEMBLE POUR AMELIORER LE SERVICE PUBLIC !



ENSEMBLE DANS L'ACTION LE 8 AVRIL

En Savoie, les conséquences de ces politiques se font sentir

Dans l'Education :

De 427 écoles il y a 11 ans, nous sommes tombés à 392, et ce sera encore un peu moins à la rentrée 2021 puisque deux écoles seront rayées de la carte, suscitant l'incompréhension, comme à Ugine. Parallèlement, de 17.7 % en 2009, nous sommes passés aujourd'hui à 20.88 % de communes sans école publique. Les communes étant plus entendues, cela nous interpelle sur les politiques d'aménagement du territoire. Quand on sait que l'Ecole, avec un grand E, est bien souvent le dernier service public dans une commune, cela prêche à réfléchir sur les choix politiques concernant l'attractivité et l'avenir de notre département.

Dans le secondaire, les collèges payent le prix fort avec la suppression de 81,5 postes au niveau académique à la rentrée prochaine.

Au niveau départemental, 10 divisions (c'est à dire classes) en moins pour 215 élèves en plus. Il aura suffi de changer quelques critères, rehausser quelques seuils, supprimer quelques lignes dans le B.O. et HOP! le tour est joué : tous les tableaux passent au vert ! Quel cynisme !

Le choix politique de réduire les postes, d'augmenter le nombre d'heures supplémentaires n'est pas cohérent avec les exigences affichées et la communication sur les améliorations attendues de la qualité du service public d'éducation. Il y a un moment où faire mieux avec moins devient impossible et insupportable !

Dans la fonction Publique territoriale :

En Savoie nous avons connu de nombreuses fusions de communes et intercommunalité qui ne cessent de se redimensionner. Le Conseil Départemental veut aussi aller vers une fusion Savoie Haute-Savoie. Pour les personnels ces changements sont anxiogènes car le travail change. De plus, ils se font sans aucune démocratie : le citoyen n'est jamais consulté.

Au niveau de la réforme de la fonction publique, les Lignes Directrices de gestion sont mises en avant par les élu-e-s comme un bouclier les empêchant d'agir. De nombreuses communes montagnardes ont vu leurs budgets fondre suite à la crise sanitaire. Alors au lieu de réduire l'investissement c'est trop souvent le budget fonctionnement qui en paye les conséquences. En Savoie la fonction publique territoriale a perdu 2876 postes depuis 10 ans. Sur le temps de travail aussi la remise en cause des journées dites « du maire » pour arriver aux 1607 h fait que le temps de travail des agent-e-s augmente.

Dans la fonction publique hospitalière :

Par manque de moyens humains, les agents hospitaliers sont soumis depuis plus d'une année et sont encore soumis actuellement pour affronter la 3^{ème} vague COVID à des rythmes de travail difficiles à soutenir, des horaires quotidiens rallongés passant de 7h30 à 12h, des mobilités importantes imposées du jour au lendemain de leur lieu de travail, dans leurs fonctions.

Ils sont soumis à des obligations d'adaptation professionnelles et personnelles tant au niveau des horaires mais également face aux changements de service et de soins à prodiguer et en accumulant des modifications incessantes de leurs jours de travail. Pour le CHMS, il manque actuellement environ 70 postes d'infirmiers, alors qu'il faudrait des recrutements supplémentaires. Nous sommes toujours en attente des effets d'annonce du gouvernement. Le manque d'attractivité des professions hospitalières est encore aggravé par les conditions d'exercices extrêmement difficiles de ces derniers mois.

Concernant le secteur de la psychiatrie le CHS de Bassens a perdu ces 5 dernières années 50 lits par la fermeture du pavillon Dacquin et Belledonne, avec la suppression de 50 postes sur 10 ans. Une partie de l'hôpital va être vendue ce qui réduira fortement l'espace de travail.

Les agents de la maison d'accueil de Bassens demandent une égalité de traitement salarial avec les agents de la santé publique.

-Les hausses d'effectifs promis par le gouvernement par des recrutements massifs
-La reconnaissance du statut médical pour les sages-femmes

-L'annulation de l'endettement exponentiel des hôpitaux

Les oublié-e-s et les mécontent-e-s du Ségur

Egalité de traitement entre les agent-e-s, une véritable hausse des salaires des métiers du médico-social mais aussi de tous les métiers en lien avec l'aide à la personne SIAD –SAAD pour toutes et tous que ce soit le public ou bien le privé. En Savoie il y a déjà eu 3 journées d'action dans le médico-social.

Pour les hospitaliers aussi ils ne se satisfont pas de ce Ségur.

La revendication est claire **une hausse de 300 € sur les grilles de salaire et des créations d'emploi.**

